

<https://ricochets.cc/Le-Mercosur-signe-les-paysans-reprimés-l-agro-industrie-et-le-capitalisme-triomphant-l-a-planete-trepasse-8042.html>



Le Mercosur signé, les paysans réprimés, l'agro-industrie et le capitalisme triomphant, la planète trépas



Publication date: samedi 7 décembre 2024

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le traité Mercosur a été signé au niveau de l'Europe, au mépris des agriculteurs, des mangeurs et de la planète.

C'est la loi du capitalisme : argent prioritaire, concurrence, productivisme, moins disant pour produire en masse pour pas cher, concentration, domination de gros lobbies, etc.

Le Mercosur, sûrs d'être perdants (sauf ceux qui comptent : les gros exportateurs, les autres secteurs mis dans la balance...)

► voir aussi : [Les agriculteurs qui galèrent protestent à nouveau - Capitalisme, agro-industrie et gouvernements enfin sur la sellette ?](#)

La Confédération Paysanne réprimée, la FNSEA toujours plus menaçante

Contrairement à ce qui est dit dans les médias, le monde agricole n'est pas un bloc monolithique : il est traversé par une lutte des classes. Celle des petits contre les gros, des paysans contre les agro-industriels, des accapareurs de terres contre ceux qui peinent à vivre de leur travail. La preuve, encore, ce jeudi 5 décembre.



Le Mercosur signé, les paysans réprimés, l'agro-industrie et le capitalisme triomphent, la planète trépas

La Confédération Paysanne réprimée à Paris

Contre le traité de libre échange Mercosur, 200 membres de la Confédération Paysanne, le syndicat de gauche du monde agricole, qui prône le respect de la terre et de ses travailleur-ses, ont manifesté devant le Grand Palais à Paris. L'objectif : bloquer l'inauguration de la bourse européenne de commerce. Un symbole fort contre la mondialisation capitaliste qui met en concurrence les paysan-nes à travers le monde.

Les manifestant-es ont déployé une énorme banderole jaune avec l'inscription « Sauvez les paysan-nes, mangez un trader ». L'action coup de poing a été accompagnée du slogan : « On vous nourrit,

respectez-nous ».

Alors que les membres de la Confédération Paysanne essayaient d'entrer à l'intérieur du bâtiment, où se réunissent notamment les spéculateurs des céréales, ils et elles ont subi une forte répression. Des dizaines de policiers et de gendarmes, mais aussi la BRAV, sont intervenus avec brutalité.

Cinq paysan-nes ont été arrêté-es et placé-es en garde à vue pour « violences et tentatives d'intrusion ». Benoît Biteau député écologiste et paysan bio, indique que « la Confédération Paysanne a été nassée » par les forces de l'ordre. Il a ajouté : « Ceux qui dégradent les biens publics, entraînant des centaines de milliers d'euros de dégâts, réparés avec les deniers publics ne sont jamais inquiétés, un deux poids, deux mesures inadmissible ».

En effet, alors que ces paysan-nes respectueux-ses du vivant et hostiles au néolibéralisme sont envoyé-es en cellule, les lobbys de l'agro-industrie peuvent tout saccager tranquillement. Et même faire sécession en toute sérénité.

LA FNSEA menace les élus et abolit tous les contrôles

Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, gros syndicat de droite favorable aux dérégulations et à l'agriculture intensive et chimique, a d'abord réclamé que les députés ne votent pas la motion de censure contre le gouvernement. Lors des manifestations d'agriculteurs au début de l'année, on savait que cette organisation faisait semblant de s'opposer au gouvernement, il est désormais officiel qu'elle est le bras armé du macronisme.

Puis, une fois la chute du gouvernement votée, la FNSEA a menacé les députés qui avaient voté la censure du gouvernement Barnier. Lors d'un discours, le dirigeant leur a promis qu'ils recevront « la visite des agriculteurs pour avoir des explications ». Une « visite » qui n'est pas courtoise.

On se souvient que pour quelques autocollants sur des permanences d'élus macronistes pendant la réforme des retraites, les médias hurlaient à la mort et parlaient de « menaces » insupportables contre la démocratie. Mais la FNSEA, elle, peut intimider les députés tranquillou parce qu'ils ne votent pas comme elle le voulait.

Encore plus fou ce jeudi : le patron de la FNSEA a tout simplement réclamé une suspension des contrôles des exploitations agricoles tant qu'un nouveau gouvernement ne sera pas nommé

Lors d'un meeting, Arnaud Rousseau a exigé que les agriculteurs puissent travailler sans aucune restriction. « Nous n'avons plus d'État, nous n'avons plus de gouvernement pour nos solutions, eh bien je vous dis les amis, à compter (de maintenant), il n'y a plus de contrôles dans nos exploitations ! »

Pour bien comprendre la portée de ce propos, c'est comme si tous les restaurants déclaraient qu'ils refusaient les inspections d'hygiène et les contrôles sanitaires, que les automobilistes décidaient de faire cesser les contrôles routiers et le respect du Code de la route, ou que les patrons abolissaient le droit du travail dans les entreprises. Hop, plus de règles : une sécession. Si on faisait comme Arnaud Rousseau, on arrêterait de payer des taxes et des impôts, on pillerait les magasins et on se vengerait des empoisonneurs.

Pour rappel, Arnaud Rousseau possède une énorme exploitation de 700 hectares. Il dirige le groupe Avril, une multinationale de l'agrobusiness spécialisée dans l'huile et qui a réalisé plus de 9 milliards d'euros de recettes en 2022. Il n'a aucun intérêt commun avec les petit-es paysan-nes et aucune intention de lutter

Le Mercosur signé, les paysans réprimés, l'agro-industrie et le capitalisme triomphent, la planète trépas

contre le libre-échange, la mondialisation et la spéculation. Il fait partie du même monde. C'est un grand bourgeois qui appelle à violer les règles environnementales et sanitaires. Et quand il s'agit d'Arnaud Rousseau, aucun dirigeant ne pleurniche contre cette remise en cause de « l'État de droit ».

Garde à vue pour les petit-es paysan-nés, appel à s'exonérer de toutes les lois du côté des agro-industriels. Il y a bien une lutte des classes dans nos campagnes.

► source :

<https://contre-attaque.net/2024/12/06/la-confederation-paysanne-reprimee-la-fnsea-toujours-plus-menacante/>



Le Mercosur signé, les paysans réprimés, l'agro-industrie et le capitalisme triomphent, la planète trépas

''COUP DE POIGNARD !!!''''

L'accord UE-Mercosur est signé !! Il pénalisera autant les paysan-nés ici qu'en Amérique du Sud ! Nous exigeons la mise en place d'un grand débat agricole dans notre pays.

¥Ursula von Der Leyen, présidente de la Commission européenne, VIENT DE SIGNER L'ACCORD UE-Mercosur.
¥Scandale ! Un coup de poignard pour les agricultrices et agriculteurs de France, d'Europe ET d'Amérique du Sud.

Alors que notre Porte-Parole régional ainsi que 4 autres paysannes et paysans sont TOUJOURS en garde-à vue suite à notre action coup de poing, hier, à Paris.

200 paysannes et paysans ont en effet bloqué, hier, la tenue d'un fastueux diner entre traders agricoles, en ouverture de la 64e bourse européenne du commerce de grains !

Autrement dit, avoir voulu récupérer une partie de notre blé !

Depuis novembre, c'est bien l'action d'hier de la Confédération paysanne au Grand Palais, au coeur du pouvoir économique et financier, qui a connu la plus grande répression des forces de l'ordre.

Deux poids, deux mesures ! Mais pourquoi ?

Parce que nos actions dérangent, elles ciblent les vrais problèmes. Ce n'est pas en murant l'OFB, l'Inrae, ou l'Anses, avec la bienveillance du pouvoir en place, que nous obtiendrons des changements structurels pour les agricultrices et agriculteurs. Ce n'est pas en cassant le thermomètre que la fièvre redescendra !

Déjà en février, seule la Confédération paysanne avait poursuivi les actions suite aux annonces d'Attal le 1^{er} février. Les forces de l'ordre avaient alors chargé les points de blocage des centrales d'achat et autoroutes que tenaient la Confédération paysanne.

A la Confédération paysanne, nous nous attaquons aux racines du problème : les accords de libre-échange qui délocalisent notre agriculture, la spéculation et la concentration des acteurs de l'agrobusiness qui se gavent sur le dos du travail paysan.

C'est cela qui est réprimé, la possibilité transformatrice pour un autre système agricole, un autre commerce international, qui protège le revenu paysan, la santé, la planète et permette une alimentation de qualité pour toutes et tous.

On ne veut pas de mesurettes qui ne résolvent rien à long terme.

On ne veut pas des néonicotinoïdes qui bousillent notre santé et notre biodiversité.

Le salaire minimum au Brésil est de 1,09 Euros / heure ! Qui veut travailler à ce prix là, chez nous ? Nous, non !

Même avec tous les produits phytosanitaires possibles et imaginables, on ne sera jamais compétitifs face au poulet ou au boeuf brésiliens, produits par des ouvriers agricoles sous payés, dans des fermes usines, qui engraisent des géants de l'agro-business, là-bas aussi !

Le MERCOSUR, on n'en veut pas ! Ni « en l'état », ni « avec les même normes », ni d'aucune façon ! C'est NON !!!

Nous exigeons la libération immédiate de nos 5 camarades.

Nous exigeons une levée de boucliers de l'ensemble des dirigeants français, et en premier lieu le Président Emmanuel Macron, contre ce coup de poignard dans le dos de notre agriculture et de la démocratie.

Nous exigeons la mise en place d'un grand débat agricole dans notre pays.

40 ans de crise agricole, ce n'est plus une crise mais un système et nous devons en changer.

(post de la Conf)

► [Action anti-Mercosur à Paris : 5 paysans interpellés](#)

"Nasse en cours !

Nasse et scandaleuses et violentes interpellations de paysannes et paysans qui ne font que dénoncer la dérégulation des marchés et revendiquer des prix rémunérateurs

Suite à l'action coups de poing de la Confédération paysanne devant le Grand Palais à Paris pour bloquer l'inauguration de la bourse européenne de commerce les paysan-nes sont nassé-espar les forces de l'ordre.

On vous nourrit, respectez nous !

On demande des prix rémunérateurs et un commerce équitable qui protège notre revenu paysan

On lâche rien !

► vidéo de l'action à Paris :

<https://www.facebook.com/confederationpaysannedrome/posts/pfbid0Dcxkp48bbcKhy63wLdpBExS88aHPA8hezpM8VUzSvQjnHPdptrvzqGoYMeduvchKl>

Bilan de la mobilisation parisienne de la Confédération paysanne hier : 5 militants en garde à vue pour avoir manifesté contre la spéculation, le libre-échange et la dérégulation des marchés.

On est réprimés parce qu'on cible les géants du commerce des céréales : les pires prédateurs du revenu paysans.

La Confédération paysanne a perturbé le grand banquet des spéculateurs, notamment Arnaud Rousseau, président de la FNSEA et de la multinationale AVRIL.

On lâche rien pour le revenu paysan !

► La page de la CONF Drôme : <https://www.facebook.com/confederationpaysannedrome>

44 MISE A JOUR. I Action au Grand Palais

Nos 5 camarades interpellé-es suite à notre action pour le revenu paysan et la régulation des marchés au Grand Palais lors de l'inauguration de la Bourse de commerce européenne vont passer la nuit en garde à vue. !

Notre rassemblement de soutien devant le commissariat du 5e arrondissement a été dispersé par la police, avec contrôle d'identité pour tout le monde.

Les violences policières et les 5 interpellations de nos camarades témoignent du deux poids deux mesures qui s'exprime lorsqu'un syndicat agricole dénonce le monde de la finance et ne s'attaque pas à des bâtiments ou agents publics. Mais nous refusons qu'elles éclipsent nos revendications.

Notre détermination à lutter pour le revenu paysan et contre les accords de libre-échange reste entière.

..

â Alors que le sommet du Mercosur a lieu ces 5 et 6 décembre, avec en ligne de mire la finalisation de l'accord de libre-échange UE-Mercosur, alors qu'on ne voit pas le bout de la crise agricole, nous avons voulu dénoncer les profiteurs de la dérégulation des marchés. Cette Bourse du Commerce européenne réunit notamment les 4 mastodontes du commerce international des produits agricoles, ADM, Bunge, Cargill et Dreyfus avec tous leurs partenaires.

I En déployant une immense banderole « Sauvez les paysan·nes, mangez un trader », nous recentrons le débat sur la spéculation sur les marchés mondiaux qui mettent en concurrence les paysan·nes du monde entier. C'est bien ce système économique injuste qu'il faut remettre en cause pour la rémunération des paysan·nes, pour que le rôle nourricier de l'agriculture soit reconnu à sa juste valeur, dans le respect de la souveraineté alimentaire des peuples.

I Les acteurs présents à cette Bourse de Commerce que nous avons pointé du doigt sont des marchands de pesticides, des négociants, des courtiers et traders du marché mondial, des banques d'investissement et certains dirigeants syndicaux, comme le président de la FNSEA, et de grandes coopératives. Leurs pratiques commerciales se font au détriment du revenu paysan, de l'accès au foncier, du renouvellement des générations, de la lutte contre le dérèglement climatique et d'une alimentation de qualité. Privatiser la Nef du Grand Palais et organiser un dîner fastueux à plus de 300000 euros : nous dénonçons cette indécence vis-à-vis des paysan·nes et de la crise qui les touche.

I Nous appelons avec force à la fondation d'un commerce international équitable qui protège le revenu des paysan·nes d'ici et d'ailleurs, et réponde aux enjeux sociaux et environnementaux de notre siècle. Cela passe par des mesures concrètes que les décideurs politiques doivent avoir le courage d'appliquer :

L L'interdiction d'achat de nos produits en-dessous de notre prix de revient.

L'établissement de prix minimum d'entrée à l'importation, pour neutraliser la concurrence déloyale et stopper la course au moins-disant social et environnemental.

La remise en place d'outils de régulation des marchés : lutte contre la spéculation, mécanismes de transparence et de répartition des marges dans les filières alimentaires, gestion des volumes, stockage public...

La sortie des accords de libre-échange.

Le projet de la Confédération paysanne est un projet agricole et de société qui permet à 99% des paysan·nes du monde agricole et à nos territoires un avenir désirable et constructif.

(la Conf)